

« Regarder l'avenir » et être pris de court :  
la mission d'information de Jacques Blot en  
Yougoslavie, 9-12 juillet 1991

LUCIE RASKIN

---

### Résumé

Le 27 juin 1991, la guerre éclate en Slovénie. François Mitterrand et Roland Dumas demandent au directeur d'Europe du Quai d'Orsay d'effectuer une mission d'information directe et de contacts en Yougoslavie afin d'établir une politique française et européenne. Les entretiens montrent que le Président et la diplomatie française ont des représentations obsolètes de la situation yougoslave, encourageant une politique européenne hésitante.

**Mots-clés** : Yougoslavie – Europe – François Mitterrand – Jacques Blot – Représentations.

### Abstract

***“Look to the Future” and Being Taken Aback : the Jacques Blot’s Information Mission in Yugoslavia, 9-12 July 1991***

*On the 27<sup>th</sup> June 1991, the war breaks out in Slovenia. François Mitterrand and Roland Dumas request the Europe’s director of the French Foreign Office to carry out a direct information and contacts mission in Yugoslavia in order to establish a French and European policy. The meetings show that the President and the French diplomacy have obsolete representations of the Yugoslav situation, encouraging a hesitant European policy.*

**Keywords** : Yugoslavia – Europe – François Mitterrand – Jacques Blot – Representations.

« La Croatie comme la Slovénie ne donnent pas l'impression de pays en guerre, ou de pays préparant la guerre. [...] Les routes de campagne empruntées en Slovénie trahissent la même apparente insouciance<sup>1</sup> » écrit<sup>2</sup> Jacques Blot, directeur d'Europe au Quai d'Orsay depuis 1987, au retour de sa mission<sup>3</sup> d'information directe et de contacts menée en Yougoslavie du 9 au 12 juillet 1991. Elle intervient à la demande du président Mitterrand et de son ministre des Affaires étrangères Roland Dumas à la suite de l'envoi, le 27 juin, des blindés de l'armée fédérale yougoslave en Slovénie pour occuper les postes frontières avec l'Italie, l'Autriche et la Hongrie ainsi que plusieurs emplacements stratégiques<sup>4</sup> afin de tenir un rôle dit d'« interposition<sup>5</sup> ». Pourtant, sur le terrain, les Slovènes, qui avaient proclamé leur indépendance deux jours plus tôt, perçoivent cette manifestation de force comme un « acte de guerre<sup>6</sup> » mettant fin à tout dialogue. Le conflit en Slovénie est court : l'armée retire ses troupes le 18 juillet, date à laquelle débute la guerre de Croatie. En France, l'opinion

---

<sup>1</sup> Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), 3701TOPO/7752, Fiche sur la mission d'information et de contacts du directeur d'Europe en Yougoslavie, 9 au 12 juillet 1991.

<sup>2</sup> Cet article est issu de mon mémoire de Master 2 soutenu à l'Institut Pierre Renouvin, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le 11 septembre 2020, sous la direction du professeur Antoine Marès, intitulé « François Mitterrand et l'action de la diplomatie française en Yougoslavie, 1988-1992 ».

<sup>3</sup> Cf. annexe : liste des entretiens, fonctions des personnalités rencontrées lors de la mission.

<sup>4</sup> Georges-Marie Chenu, « Les hommes en blanc ou l'Europe sur le sentier de la paix ! » in Jean Cot (dir.), *Dernière guerre balkanique ? Ex-Yougoslavie : témoignages, analyses, perspectives*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 85.

<sup>5</sup> AMAE, 3701TOPO/7752, Verbatim de l'entretien du Général Kadijević avec Jacques Blot (11 juillet 1991), 15 juillet 1991.

<sup>6</sup> Georges-Marie Chenu, *op. cit.*, p. 85.

publique<sup>7</sup> et les parlementaires<sup>8</sup> attendent que François Mitterrand et son ministre prennent précisément position sur cette situation explosive et « définisse[nt] clairement la politique et les intentions de la France<sup>9</sup> » : c'est pourquoi Jacques Blot<sup>10</sup> doit se rendre en Yougoslavie. Pourtant, pendant les semaines qui suivent son retour, aucune position claire et insubordonnée à celle des autorités fédérales yougoslaves n'est exprimée par le Président. Pourquoi, lors de cette phase critique des premières semaines de crise, la politique yougoslave française est-elle apparue comme aveugle ?

Pendant la guerre dans l'ex-Yougoslavie, entre 1991 et 2001, des politistes<sup>11</sup> se sont intéressés à l'élaboration de la politique française dans les premiers mois du conflit. Des personnalités politiques de premier plan à cette époque ont aussi livré leur témoignage écrit<sup>12</sup> à propos de ce processus mais, notamment en raison de l'indisponibilité des sources dans les centres d'archives publics, ces témoignages n'ont pas encore été intégrés à des travaux de recherche en histoire sur ce sujet<sup>13</sup>. Les

---

<sup>7</sup> « Yougoslavie : "le silence du chef de l'État" », *Le Figaro*, 5 juillet 1991.

<sup>8</sup> Journal officiel de l'Assemblée nationale du 15 juillet 1991, question laissée sans réponse de Roland Nungesser sur la position de la France face à la situation en Yougoslavie.

<sup>9</sup> « La crise en Yougoslavie et les initiatives diplomatiques », *Le Monde*, 6 juillet 1991.

<sup>10</sup> Né en 1939, ancien élève de Sciences-Po et de l'ENA, entré en 1966 au ministère des Affaires étrangères, Jacques Blot est directeur d'Europe de 1987 à 1993 puis directeur politique de 1995 à 1998 avant de devenir ambassadeur de France à Rome jusqu'en 2002. Il a aussi été le négociateur français pour les accords de Dayton en novembre 1995.

<sup>11</sup> Samy Cohen, *Mitterrand et la sortie de la Guerre froide*, Paris, PUF, 1998, le philosophe Patrice Canivez, « La France face à la guerre dans l'ex-Yougoslavie », *Esprit*, n° 180, mars-avril 1993, p. 49-63.

<sup>12</sup> Hubert Védrine, *Les mondes de François Mitterrand : à l'Élysée, 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996.

<sup>13</sup> Frédéric Bozo, *Mitterrand, la fin de la Guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Paris, Odile Jacob, 2005. Cet ouvrage historique aborde le sujet sans le placer au centre de la réflexion menée.

recherches menées aux Archives diplomatiques ont abouti à la consultation (par dérogation) de cartons présentant des lacunes<sup>14</sup> pour la période juillet-août 1991 : peu de documents ont été produits, retrouvés ou autorisés à être consultés sur ce moment charnière de l'histoire yougoslave. Les conclusions de cet article se fondent sur deux types d'analyse des sources. La première analyse a consisté à observer, critiquer et interpréter les documents sans assistance informatique. Dans un second temps, disposant des verbatims de plusieurs entretiens qu'a menés Jacques Blot, une analyse lexicométrique a pu être réalisée, permettant d'approfondir la première analyse et de la confronter à des phénomènes lexicaux qui n'avaient pas été perçus sans l'outil informatique.

### « Préparer l'avenir »

Accompagné par l'ambassadeur de France en Yougoslavie depuis 1989 Michel Châtelais et par d'autres collaborateurs dont les noms ne sont pas cités, Jacques Blot rencontre différents types d'acteurs ayant une influence politique dans la région : des autorités de l'État ou des républiques, des présidents de partis politiques, des représentants de la haute hiérarchie catholique ou un opposant politique afin de recueillir leur perception des événements, leur avis et leurs attentes. L'objectif déclaré<sup>15</sup> de cette mission est donc de favoriser le dialogue entre les parties yougoslaves. L'intention de François Mitterrand est toutefois double : les archives montrent qu'elle a

---

<sup>14</sup> Ces sources lacunaires reflètent-elles une certaine hésitation et un manque de consignes claires de la part du Président ?

<sup>15</sup> « Yougoslavie : France », *Libération*, 9 juillet 1991.

aussi pour objectif de « regarder l'avenir<sup>16</sup> » ou de « préparer l'avenir<sup>17</sup> », c'est-à-dire anticiper les événements et établir une véritable politique. L'importance de la mission est pourtant amoindrie par la place qu'elle occupe dans la presse : seul un filet<sup>18</sup> y fait référence. Cette action diplomatique n'est pas désignée comme une mission et a pour simple fonction de « maintenir les contacts entre les parties prenantes [...] allant dans le droit fil de ce qui a été fait et décidé par la Troïka<sup>19</sup> », c'est-à-dire l'exhortation au respect des accords de cessez-le-feu de Brioni signés le 7 juillet 1991. L'intention du Quai d'Orsay n'est donc pas d'attirer l'attention sur la mission qui se fond ainsi parmi les autres initiatives européennes, qu'elles soient unilatérales ou multilatérales. Ces autres initiatives unilatérales des Grecs<sup>20</sup>, Italiens<sup>21</sup> ou Américains<sup>22</sup> sont elles aussi moins médiatisées que les envois de la troïka européenne<sup>23</sup> qui font l'objet de véritables articles, montrant ainsi que les Douze agissent de concert. Lors des entretiens, Jacques Blot cherche pourtant à se distinguer : « Il n'y a pas de message du président de la République parce que je ne viens pas, comme d'autres envoyés, pour interférer dans les processus en cours<sup>24</sup>. »

---

<sup>16</sup> AMAE, 3701TOPO/7752, Verbatim de l'entretien avec le Général Kadijević, *idem*.

<sup>17</sup> AMAE, *idem*, Compte rendu de l'entretien avec Stjepan Mesić, 10 juillet 1991 ; note sur l'entretien avec Budimir Lončar, 12 juillet 1991.

<sup>18</sup> « Yougoslavie : France », *Libération*, 9 juillet 1991.

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> « L'Europe sur le pied de paix », *Le Quotidien de Paris*, 5 juillet 1991.

<sup>21</sup> « La crise en Yougoslavie et les initiatives diplomatiques », *Le Monde*, 6 juillet 1991.

<sup>22</sup> AMAE, 3701TOPO/7752, Verbatim d'entretien entre Jacques Blot et Milan Vereš, 9 juillet 1991.

<sup>23</sup> « La troisième intervention de la "troïka" européenne a permis de préciser les accords précédents », *Le Monde*, 9 juillet 1991.

<sup>24</sup> AMAE, 3701TOPO/7752, Verbatim de l'entretien de Jacques Blot avec Budimir Lončar (12 juillet 1991), 16 juillet 1991.

## La Yougoslavie : un objet de représentations divergentes

L'analyse lexicométrique des entretiens menés par Jacques Blot permet d'établir deux catégories de personnalités dont les représentations de la situation yougoslave s'opposent.

Une première catégorie composée de ceux qui considèrent que la Yougoslavie est en « guerre », ou « a disparu » peut être identifiée avec le président croate Tuđman, le général Kadijević, des Slovènes ou des chefs de partis politiques. Franjo Tuđman<sup>25</sup>, parvenu à la présidence de la République de Croatie en 1990 en exaltant la nation croate au détriment des autres, ne considère plus que la Yougoslavie pourrait être réformée car la situation s'est pour lui trop dégradée. Désormais, dans son lexique, la Croatie est numériquement plus importante que la Yougoslavie qui est, pour lui comme pour le Premier ministre slovène<sup>26</sup>, associée à l'idée de « divorce ». Devant Jacques Blot, il n'hésite pas à désigner des fauteurs de troubles : les Serbes, qualifiés d'« extrémistes ». Bien que l'armée soit à cette époque acquise à la cause serbe, le général Veljko Kadijević<sup>27</sup>, quoique ministre fédéral de la Défense, tient un discours différent du président serbe Slobodan Milošević et pense que la Yougoslavie se brise. Militaire de la Yougoslavie titiste, né d'un père serbe et d'une mère croate, il est la seule personnalité attachée à « l'idée yougoslave » ; mais il constate avec impuissance que celle-ci appartient au passé. Son monde est en « guerre » et ses paroles traduisent son fatalisme devant la dislocation de la

---

<sup>25</sup> AMAE, *idem*, Verbatim de l'entretien de Jacques Blot avec Franjo Tuđman (10 juillet 1991), 16 juillet 1991.

<sup>26</sup> AMAE, *idem*, Compte rendu manuscrit de l'entretien avec Lojze Peterle, non signé, non daté.

<sup>27</sup> AMAE, *idem*, Verbatim de l'entretien du général Kadijević, *idem*.

Yougoslavie. Les chefs de partis politiques, Vuk Drašković<sup>28</sup> et Ivica Račan<sup>29</sup>, considèrent aussi que la Yougoslavie est « détruite » ou « a disparu ».

Les porteurs d'un discours rassurant, ne mentionnant pas ou peu les termes de « guerre » ou de « crise » mais insistant sur des « problèmes » à régler, peuvent être regroupés dans une seconde catégorie. Ils expriment aussi leur volonté de trouver des « solutions » et de maintenir de bons contacts avec la France. Ces personnalités sont les représentants de l'État fédéral (Ante Marković, Budimir Lončar et Milan Vereš) mais aussi le président Milošević. Pour eux, la Yougoslavie est encore une réalité. Elle est menacée par les républiques faisant « sécession<sup>30</sup> » et ils soutiennent que la solution aux problèmes yougoslaves se trouve dans la défense même de la Fédération. Ils usent de l'euphémisme « problème » pour désigner la situation du pays et adoptent un discours rompant avec les actions de guerre qu'ils mènent sur le sol slovène. Que les dirigeants fédéraux soutiennent que le pouvoir central est toujours en place est compréhensible puisque leur fonction est conditionnée à l'existence d'une fédération. Pourquoi le nationaliste Slobodan Milošević adopte-t-il aussi ce discours ? Son propos<sup>31</sup> accorde paradoxalement plus de place à la Yougoslavie qu'à la Serbie et les Serbes ne sont envisagés que parmi « tous les peuples » yougoslaves. Il ne dénonce aucune autre république : malgré le contexte de la visite, il ne parle que très peu de la Slovénie et de la Croatie. Il se montre raisonnable, attaché à « la Constitution » et au « droit ». Le président serbe adopte donc auprès des Français un discours tempéré, fédérateur et égalitaire. Il ne demande rien à la France, si ce n'est de se souvenir et de confirmer la confiance que

---

<sup>28</sup> AMAE, *idem*, Compte rendu manuscrit de l'entretien avec Vuk Drašković, non signé, non daté.

<sup>29</sup> AMAE, *idem*, Compte rendu manuscrit de l'entretien avec Ivica Račan, non signé, non daté.

<sup>30</sup> AMAE, *idem*, Verbatim de l'entretien de Jacques Blot avec Budimir Lončar, *idem*.

<sup>31</sup> AMAE, *idem*, Verbatim de l'entretien de Jacques Blot avec Slobodan Milošević (11 juillet 1991), 16 juillet 1991.

leurs deux nations ont construite depuis leur fraternité d'armes lors de la Grande Guerre<sup>32</sup>. Il n'a en effet pas intérêt à ce que la France s'ingère dans les affaires yougoslaves et le gêne dans la mise en place de sa politique. Enfin, Milošević souligne la « solution » évidente aux problèmes yougoslaves en répétant que « la Yougoslavie existe ».

L'analyse comparée du corpus des propos de Jacques Blot lors des différents entretiens montre que son lexique est proche de celui des dirigeants fédéraux et du président serbe. L'attitude française exprimée par Roland Dumas avant l'envoi de la mission d'information était déjà de « donner priorité aux prises de position de la Présidence fédérale de la Yougoslavie<sup>33</sup> » qui, dans les faits, ne disposait plus d'un réel pouvoir. Le directeur d'Europe ne parle de « guerre » que pour remarquer qu'elle est difficilement perceptible<sup>34</sup>. « En ce qui concerne la Serbie, comme vous le voyez, la paix règne<sup>35</sup> », dit aussi Slobodan Milošević. Pour Jacques Blot, les « problèmes » yougoslaves appellent également une « solution » qu'il considère avoir été déjà trouvée : « Si on a créé la Yougoslavie, c'est qu'il y avait des raisons<sup>36</sup>. » Comme Milošević, Jacques Blot est très sensible au « droit » ; cependant, pour ce dernier l'emploi de l'expression « droit à l'autodétermination » implique également un non-droit, celui de « déclencher un conflit<sup>37</sup> ». Enfin, le Président français – né en 1916 et avocat de

---

<sup>32</sup> *Ibid.* : « Oui, nous savons, et apprécions que M. Mitterrand ait salué particulièrement les soldats serbes pour célébrer la victoire de la Première Guerre mondiale. Serbes et Français, vous le savez, ont toujours été alliés dans toutes les guerres. [...] Cette fois, cela doit se répéter. »

<sup>33</sup> Point de presse de Roland Dumas à l'issue de la réunion exceptionnelle de coopération politique de la CEE sur la Yougoslavie, 8 juillet 1991.

<sup>34</sup> AMAE, 3701TOPO/7752, Fiche sur la mission d'information et de contact du directeur d'Europe en Yougoslavie, 9 au 12 juillet 1991.

<sup>35</sup> AMAE, *idem*, Verbatim de l'entretien de Jacques Blot avec Slobodan Milošević, *idem*.

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> AMAE, *idem*, Verbatim de l'entretien de Jacques Blot avec Franjo Tudjman, *idem* : « Nous avons reconnu le droit à l'autodétermination et si les peuples de

formation – et le Quai d'Orsay considèrent aussi que la Yougoslavie est toujours une réalité à cette époque et qu'un terrain d'entente pourrait encore être trouvé en persévérant dans la ligne de la politique menée dans les années 1980 : « Je pense que, tant que la preuve n'est pas faite, la position de la Communauté européenne qui était l'élément essentiel du maintien d'une paix fragile entre les républiques de Yougoslavie, a été sage et que, tant que la chance de l'unité existe, il faut la jouer dans la démocratie<sup>38</sup> ». L'idée formulée et martelée par le président serbe que « la Yougoslavie existe » est reprise dans un titre de partie du compte rendu d'entretien avec Ante Marković réalisé à la fin de la mission : « Une Yougoslavie existe, elle doit être conservée<sup>39</sup>. » Étant donné que le compte rendu n'est pas une simple retranscription, mais une thématization des idées générales de l'entretien, les diplomates français ont-ils reformulé l'idée du dirigeant fédéral avec les mots du président serbe ? L'emploi d'un vocabulaire commun entre Slobodan Milošević et Jacques Blot témoigne-t-il d'un transfert de représentations du président serbe vers le directeur d'Europe ou ce dernier avait-il déjà ces présupposés ?

### « Regarder l'avenir » et être pris au dépourvu

Avant la mission, la position française, sans être aussi clairement exprimée que l'opinion publique ou le Parlement le souhaiterait, est tout de même exposée : la position de la Présidence fédérale définit celle de la France. La

---

Yougoslavie préfèrent le divorce, nous n'avons pas à nous y opposer. Mais dans l'Europe d'aujourd'hui, le droit à disposer de son avenir ne donne pas le droit de déclencher un conflit ».

<sup>38</sup> Extraits concernant la politique étrangère de l'interview accordée par François Mitterrand aux chaînes françaises, 14 juillet 1991.

<sup>39</sup> AMAE, *idem*, Compte rendu manuscrit de l'entretien avec Ante Marković, non signé, non daté.

rencontre avec les acteurs du conflit n'a pas précisé sa position ; la mission s'inscrit donc dans la continuité des analyses réalisées par le Quai d'Orsay pendant les années 1980. La mission n'a pas eu pour conséquence de réajuster la perception française mais au contraire de la confirmer.

La résurgence de combats sur le Vieux continent inquiète les dirigeants français qui craignent un retour à la situation bipolaire de 1914. Répondant à un journaliste avant la mission, Roland Dumas, proche de François Mitterrand et lui aussi avocat, montre l'attachement de la France au devoir des Européens de porter un discours objectif grâce au droit et aux principes en lesquels ils croient<sup>40</sup>. Un tel discours vise également à rassembler les Européens autour des valeurs qui les unissent afin d'« éviter dans toute la mesure du possible que certaines des républiques soient trop ouvertement sous influence étrangère, sinon cela contribuera à aggraver la situation [...], car c'est à la portée de chacun d'avoir sa zone d'influence : cela s'est fait dans le passé<sup>41</sup> ». Il pense probablement au Vatican en raison de son soutien à l'indépendance croate et slovène, ainsi qu'à l'Allemagne, à l'Autriche et à la Hongrie, dont Budimir Lončar se méfie également<sup>42</sup>. À l'issue de la réunion de la Communauté économique européenne (CEE) le 8 juillet 1991, Roland Dumas tient à confirmer le poids des positions françaises dans les débats européens contre celui de l'Allemagne<sup>43</sup>. Pendant la mission, Jacques Blot insiste sur le fait que la France « ne veut pas interférer dans [l]a conduite [de la troïka<sup>44</sup>] » et que « la position française est celle de la CE<sup>45</sup> » tout en se présentant comme le seul véritable

---

<sup>40</sup> Point de presse de Roland Dumas à l'issue de la réunion exceptionnelle de coopération politique de la CEE sur la Yougoslavie, 8 juillet 1991.

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> AMAE, 3701TOPO/7752, Verbatim de l'entretien de Jacques Blot avec Budimir Lončar, *idem*.

<sup>43</sup> Point de presse de Roland Dumas à l'issue de la réunion exceptionnelle de coopération politique de la CEE sur la Yougoslavie, 8 juillet 1991.

<sup>44</sup> AMAE, *idem*, Verbatim de l'entretien de Jacques Blot avec Franjo Tudjman, *idem*.

<sup>45</sup> AMAE, *idem*, Verbatim d'entretien entre Jacques Blot et Milan Vereš, *idem*.

interlocuteur européen puisque c'est la France qui a « contribué largement à fixer la position communautaire<sup>46</sup> ».

Si les membres de la CEE suivent en effet la direction proposée par la France à ce sujet, pourquoi la politique européenne est-elle si hésitante pendant l'été 1991 ?

Le 18 juillet, peu après la mission, l'armée fédérale se retire de Slovénie, confirmant son indépendance. La Croatie étant en guerre, « il est trop tard pour chercher à sauver la fédération yougoslave<sup>47</sup> ». La guerre de Slovénie a été beaucoup plus courte que ne le prévoient les Européens : ce revirement de situation implique alors de reconsidérer la position française qui était alignée sur celle de la présidence fédérale. Malgré la mission d'information censée contribuer à anticiper les événements, la diplomatie française a été prise au dépourvu. Se montrant plus ouvert aux autres peuples que les présidents croate ou slovène, il se peut que Slobodan Milošević ait laissé penser aux responsables français qu'ils étaient sur la même longueur d'onde. Bien que l'État français ne défende pas la cause des Serbes au mépris des autres peuples, il semblerait que le président serbe ait adapté son discours pour répondre aux attentes des Français. Il a compris qu'un véritable partenariat ne pouvait se mettre en place que si les conditions du dialogue étaient réunies, c'est-à-dire en laissant penser qu'ils parlaient bien du même sujet, de la même Yougoslavie existante. Alors que François Mitterrand a tenté de « préparer l'avenir », il a été pris au dépourvu : alors qu'il pensait que l'unité pouvait encore être maintenue, la fédération éclatait et avec elle les dirigeants fédéraux révélaient toute leur impuissance. Alors qu'il croyait que la Yougoslavie existait, elle disparaissait déjà.

Ainsi, la mission d'information directe de Jacques Blot a été l'occasion pour Slobodan Milošević d'adapter son discours à celui des dirigeants fédéraux

---

<sup>46</sup> AMAE, *idem*, Compte rendu manuscrit de l'entretien avec Stjepan Mesić, non signé, non daté.

<sup>47</sup> Patrice Canivez, « La France ambiguë : des paroles et des actes », *in* Jean Cot, *op. cit.*, p. 195.

et de bénéficier de l'écoute des Français. Il a délibérément encouragé un retard dans l'analyse de la situation par les Européens, lui permettant, dès le début du conflit yougoslave, de prendre une avance considérable sur ses adversaires. Quelles conséquences l'habileté discursive du président serbe a-t-elle eu sur la politique française pendant les guerres de Croatie et de Bosnie-Herzégovine ? Le fait que l'armée ait été raisonnablement retirée de Slovanie, alors que cette région dans laquelle très peu de Serbes vivaient ne représentait pas pour eux un véritable enjeu, a-t-il confirmé le lien de confiance que Slobodan Milošević a voulu tisser avec le traditionnel partenaire français ? Un an plus tard, au lendemain de la mise en place du siège de Sarajevo, Jacques Blot est chargé d'une nouvelle mission de même nature. Il commence alors à douter de l'attitude du président serbe : « Milošević veut apparaître – joue-t-il un double jeu ? – comme un homme responsable<sup>48</sup>. »

---

<sup>48</sup> AMAE, 3701TOPO/7754, Note sur la mission du directeur d'Europe, 1<sup>er</sup> juin 1992.

## Annexe<sup>49</sup>

Jacques Blot et ses collaborateurs ont mené vingt et un entretiens totalisant près de trente heures de discussions<sup>50</sup>.

9 juillet, Belgrade :

- \* Milan Vereš, vice-ministre du Secrétariat fédéral aux Affaires étrangères, ex-ambassadeur yougoslave à Moscou.
- \* Général Veljko Kadijević, secrétaire fédéral à la Défense.
- \* Slobodan Milosević, président de la République de Serbie.

10 juillet, Zagreb :

- Stjepan Mesić, président de la Présidence fédérale de Yougoslavie.
- \* Franjo Tuđman, président de la République de Croatie.
- Josip Manolić, Premier ministre de la république de Croatie.
- Savka Dabčević-Kučar, présidente du Parti national croate (HNS).
- Ivica Račan, président du Parti social-démocrate, parti des changements démocratiques.
- Monseigneur Kuharić, Cardinal primat de Croatie, président de la Conférence épiscopale de Croatie ; avec Monseigneur Kaško, évêque coadjuteur de Zagreb, président de la Conférence œcuménique yougoslave.
- Hrvoje Šarinić, conseiller diplomatique du président Tuđman.

11 juillet, Ljubljana :

---

<sup>49</sup> Informations issues de : AMAE, 3701TOPO/7752, Fiche sur la mission d'information et de contact du directeur d'Europe en Yougoslavie (9 au 12 juillet 1991).

<sup>50</sup> L'astérisque marque les entretiens dont nous disposons d'un verbatim. Pour les autres, nous avons des comptes rendus ou des notes manuscrites.

- Milan Kučan, président de la République de Slovénie.
- Dimitrij Rupel, ministre des Affaires étrangères de Slovénie.
- Janez Drnovšek, représentant de la Slovénie à la Présidence fédérale (ancien Président fédéral 1989-1990).
- Lojze Peterle, Premier ministre de Slovénie.
- Monseigneur Šuštar, archevêque de Ljubljana.
- Jože Mencinger, économiste, ancien Vice-premier ministre et ministre de l'économie de Slovénie (1990).

12 juillet, Belgrade :

- \* Budimir Lončar, secrétaire fédéral aux Affaires étrangères.
- Vuk Drašković, président du Mouvement serbe du renouveau.
- Bogić Bogičević, représentant de la Bosnie-Herzégovine à la Présidence fédérale.
- Ali Aliu, membre de l'Alliance démocratique du Kosovo.
- Ante Marković, Premier ministre fédéral ; accompagné par Milivoje Makšić, vice-ministre des Affaires étrangères.